

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 221/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

NESTLE production PURINA PETCARE

Rue de l'Europe
80800 Aubigny

Références : 2024-E10018
Code AIOT : 0005101952

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2023 dans l'établissement NESTLE production PURINA PETCARE implanté Rue de l'Europe 80800 Aubigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une communication importante est basée sur les émissions déclarées dans l'outil GEREPI: Industrie au Regard de l'Environnement (IRE), bilan d'activité de l'inspection, inventaires des émissions dans l'air que la France doit soumettre à la Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ou la Commission Économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-NU) dans le cadre de ses engagements internationaux de réduction d'émissions de polluants atmosphériques. La fiabilisation des données renseignées annuellement dans GEREPI doit être assurée.

Des anomalies ont été détectées dans la déclaration des émissions dans l'air de 2022 pour Purina Petcare (zéro émission de poussières par les chaudières).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE production PURINA PETCARE
- Rue de l'Europe 80800 Aubigny
- Code AIOT : 0005101952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NESTLE PURINA PETCARE (ex-NESTLE France) a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 16 août 1995 relatif à l'exploitation d'une usine de fabrication d'aliments pour animaux domestiques sur le territoire de la commune d'AUBIGNY.

Elle est notamment autorisée pour une production de 430 tonnes/jour au titre de la rubrique 3642.3 (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux).

Cet arrêté a été modifié par :

- l'arrêté du 23 février 2010 suite au bilan de fonctionnement remis en juin 2006 ;
- l'arrêté du 6 décembre 2021, pris à la suite du réexamen IED, qui révisé les valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires ;
- l'arrêté du 19 avril 2023 qui acte le déclassement de l'installation de combustion sous le seuil des 20 MW et qui actualise le classement des rubriques en vigueur pour le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la déclaration des émissions annuelles dans l'eau et dans l'air ou déclaration GEREP (action régionale 2023)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'arrêté préfectoral du 19 avril 2023 acte la mise à l'arrêt d'une des 2 chaudières de 6,43 MW faisant passer la puissance totale de l'installation de combustion de 23,63 MW (rubrique 2910-1a- régime enregistrement) à $11,74 + 6,43 = 18,17$ MW (2910-1b – régime déclaration), tous les appareils consommant du gaz naturel.

Cependant sur place il a été constaté que les 2 chaudières de 6,43 MW peuvent fonctionner simultanément.

L'exploitant a indiqué que des bridages étaient mis en place pour empêcher le fonctionnement simultané des 3 chaudières.

Obs.1 : il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les informations relatives aux bridages mis en place sur le système de commande des chaudières pour permettre d'obtenir différentes configurations de l'installation de combustion sans que la puissance totale de celle-ci ne dépasse 20 MW.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration GERE / obligation	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I	Sans objet
2	Déclaration GERE / état	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7	Sans objet
3	Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4	Sans objet
4	Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés année précédente	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4	Sans objet
5	Déclaration GERE / installations de combustion > 20MW	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II + art. 10.1	Sans objet
6	Déclaration GERE / validité des données dans l'air	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5	Sans objet
7	Déclaration GERE / validité des données dans l'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5	Sans objet
8	Déclaration GERE / respect des VLE annuelles	Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article 2.2.4 et APC 06/12/21 art. 4	Sans objet
9	Déclaration GERE / prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle des prescriptions relatives à la déclaration des émissions dans l'eau et dans l'air n'ont pas révélé de non-conformités.

Une observation a été formulée pour améliorer la déclaration des données 2023: l'utilisation de facteur non nul pour les émissions de poussières dans les rejets des chaudières et la déclaration des mêmes émissions de CO2 dans la partie "déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets" que dans la partie "déclaration quotas".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GERE / obligation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : Etablissement concerné par la déclaration au motif de : - soumis à autorisation -ou soumis à enregistrement

<p>Constats :</p> <p>L'établissement Purina Petcare exerce des activités soumises à autorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rubrique 3642 - Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux <p>L'établissement Purina Petcare exerce des activités soumises à enregistrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rubrique 2921-1b – Installations de <u>refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (14,4 MW)</u> <p>Le dernier arrêté préfectoral mettant à jour la nomenclature des installations classées de l'établissement est daté du 19 avril 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Déclaration GEREPE / état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les émissions de polluants ont été déclarées le 31/03/2023 dans GEREPE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Déclaration GEREPE / données attendues si seuils dépassés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ... – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

<p>Constats : L'établissement déclare dans GERE P :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les émissions des polluants CH₄, CO₂, N₂O, NO_x, SO_x et PST pour ses appareils de combustion (le seuil de ces polluants est fixé à « 0 » pour toute installation de combustion supérieure à 20 MW – c'est le cas de Purina jusqu'à l'application de l'APC 19/04/23); - les volumes d'eau prélevées de la nappe (> 7000 m³) - les volumes rejetés (> 50000 m³) - les émissions des polluants rejetés dans l'eau, même si les seuils de l'AM 31/01/2008 ne sont pas atteints. <p>Seuil AM 31/01/2008 : azote global = 50 t/an - phosphore = 5 t/an MES = 300 t/an DCO = 150 t/an – DBO5 = 43 t/an</p> <p>Déclaration de 2022 : azote global = 608 kg/an - phosphore = 550 kg/an MES = 3430 kg/an DCO = 1898 kg/an – DBO5 = 117 kg/an</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déclaration GERE P / données attendues si seuils dépassés année précédente

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)</p>
<p>Prescription contrôlée : Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p>
<p>Constats : Les polluants déclarés sont les mêmes en 2020, 2021 et 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Déclaration GERE P / installations de combustion > 20MW

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II + art. 10.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions)</p>
<p>Prescription contrôlée : Annexe II -Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, le seuil de déclaration des 6 polluants suivants est ramené à 0 : CO₂, CH₄, N₂O, NO_x, SO_x et TSP.</p> <p>Art.10.1 – Données spécifiques concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation - le mode de calcul des émissions

Constats :

Purina Petcare doit déclarer les émissions des 6 polluants de manière systématique jusqu'en 2024 (pour les données 2023) étant donné que le déclassement de ses activités de combustion (de supérieur à 20 MW à inférieure à 20 MW) a été acté par l'APC 19/04/23.

Les déclarations ultérieures seront facultatives à compter de 2025 si les seuils de l'arrêté du 31 janvier 2008 (arrêté GEREPE) ne sont pas dépassés (100 t/an pour CH₄, 10 000 t/an pour CO₂, 10 t/an pour N₂O, 100 t/an pour NO_x, 150 t/an pour Sox, 100 t/an pour poussières).

Une modification du cadre GEREPE auprès de l'Inspection pourra être demandée pour décocher la case "supérieur à 20 MW" à partir de la déclaration établie en 2025 (sur les données 2024).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration GEREPE / validité des données dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5

Thème(s) : Risques chroniques, Air (Emissions)

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...).

Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.

L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.

Constats :

Les émissions de polluants des appareils de combustion sont établies par facteur d'émission.

Les données nécessaires sont :

- consommation de gaz fournie par GRT gaz (facture mensuelle);
- facteur d'émission

Le nombre d'heures de fonctionnement des installations indiqué dans GEREPE correspond au nombre de jours travaillés; il n'intervient pas dans le calcul des émissions de Purina.

Les émissions sont déterminées à partir d'un facteur d'émission propre à chaque polluant qui est appliqué à la consommation de gaz (46356 kWh PCI pour les chaudières et 837 kWh PCI pour les aérothermes).

Le facteur d'émission utilisé pour déclarer les émissions de la substance 'Poussières totales (TSP)', liées à la combustion de 'GAZ NATUREL' par les chaudières et aérothermes s'appuie sur la circulaire 96-85 du 11/10/96 qui ne quantifie pas les quantités de poussières mais précise seulement qu'elles sont faibles. L'exploitant a choisi un facteur d'émission nul ; celui-ci ressort donc parmi les facteurs d'émission les plus faibles déclarés sur la plateforme GERE (pour cette substance et ce combustible).

La dernière version de la base de données OMINEA du Citepa propose un facteur d'émission pour quantifier les émissions de TSP liées à la combustion du gaz naturel d'environ 0,9 g/GJ.
Pour le facteur d'émission du CO₂, le facteur d'émission retenu n'est pas le même que dans la partie quotas / émissions.

Obs. 2 : il est demandé à l'exploitant, pour la déclaration des émissions de 2023:

- de ne pas retenir un facteur d'émission nul pour les émissions de poussières liées à la combustion de 'GAZ NATUREL' dans les chaudières et aérothermes;
- de déclarer les mêmes émissions de CO₂ dans la partie "déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets" que dans la partie "déclaration quotas".

Il n'est pas demandé de corriger la déclaration 2023 des émissions de poussières en 2022 liées à la combustion des chaudières et des aérothermes.

A noter que la base de données OMINEA fournit également des facteurs d'émission pour quantifier les émissions des autres polluants.

Pour les autres polluants, les facteurs d'émission utilisés sont d'origine très variées: principe de combustion GDF 1993 pour les SO_x, circulaire du 15/04/02 pour CH₄ et N₂O, circulaire du 24/11/90 pour les NO_x et arrêté 31/03/08 pour CO₂. Parfois ces documents de référence sont abrogés. Néanmoins, les facteurs utilisés sont égaux voire supérieurs aux facteurs d'émission présents dans la base OMINEA.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration GERE / validité des données dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau (consommation et rejets)

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...).

Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.

<p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux industrielles sont traitées dans la station d'épuration de l'usine et rejetées à la rivière EU au niveau d'un seul point de rejet.</p> <p>L'arrêté préfectoral en vigueur (APC 06/12/21) fixe des fréquences d'analyses pour les 5 polluants réglementés: mesure journalière pour MES, N et P - hebdomadaire pour DCO et DBO 5.</p> <p>Les lundi, mardi, jeudi et vendredi, l'exploitant réalise ses relevés et analyses concernant les paramètres: pH, température, DCO, P total, N global; il utilise des KIT d'analyse (NANOCOLOR) pour la mesure des polluants.</p> <p>Une fois par semaine (le mercredi), le laboratoire externe LDAR est mandaté pour réaliser les analyses de l'ensemble des paramètres réglementés.</p> <p>L'exploitant déclare ses résultats d'autosurveillance (interne + LDAR) dans GIDAF.</p> <p>Ces résultats servent à établir la déclaration annuelle dans GERE: la moyenne des concentrations mensuelles est multipliée par le volume mensuel pour établir le flux mensuel - les 12 flux mensuels sont sommés pour déterminer le flux annuel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Déclaration GERE / respect des VLE annuelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article 2.2.4 et APC 06/12/21 art. 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air et eau (valeurs limites d'émissions)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs annuelles fixées par le présent arrêté ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Le mode de détermination des émissions de polluants utilisés pour la déclaration GERE ne permet pas de savoir si les concentrations de l'AP sont dépassées.</p> <p>Les VLE pour les émissions des chaudières sont fixées dans l'APC 23/02/2010 et exprimées en mg/Nm3.</p> <p>Les polluants réglementés en concentration sont : poussières, SO2, NOx, CO, COV et HAP.</p> <p>Ceux dont la fréquence minimale de surveillance (trimestrielle) est imposée : NOx et CO.</p>

<p>Il a été vérifié que les VLE des polluants réglementés étaient respectées lors du contrôle réglementaire effectué par APAVE les 21 et 22/12/2022: en particulier $[NO_x] = 68 \text{ mg/Nm}^3$ pour la chaudière 1 de 6,43 MW et $[NO_x] = 64$ pour la chaudière 3 de 11,74 MW (la chaudière 2 étant à l'arrêt).</p> <p>A noter que l'exploitant réalise en interne des analyses hebdomadaires des chaudières en service et mandate la société BABCOCK pour effectuer les mesures trimestrielles de CO et NOx. Ces mesures pourraient également être utilisées pour évaluer les émissions de NOx et CO par la mesure et seraient probablement plus précises que la détermination par facteur d'émissions.</p> <p>-----</p> <p>Les VLE pour les rejets de polluant dans l'eau ont été actualisées à l'article 4 de l'APC 06/12/2021.</p> <p>Les dépassements de VLE sont ponctuels (6 jours de dépassement pour 1 des 5 paramètres en 2022) et n'atteignent pas 2 fois la VLE. Ils font l'objet de commentaires dans GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Déclaration GEREP / prélèvement d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau (valeur limite de prélèvement)</p>
<p>Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles (...).</p>
<p>Constats : L'eau est prélevée dans la nappe de la craie de la moyenne vallée de la selle. Elle est utilisée pour la production de vapeur, le refroidissement du stérilisateur et comme ingrédient dans les recettes.</p> <p>Les prélèvements d'eau s'élèvent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 325 083 m³ en 2020 (pour 360 jours travaillés – soit une moyenne de 910 m³/j) - 303 447 m³ en 2021 (pour 359 jours travaillés – soit une moyenne de 845 m³/j) - 327 568 m³ en 2022 (nombre de jours non renseignés car case « gros consommateur » non cochée) <p>Le débit journalier maximal est fixé à 1100 m³/j dans l'AP 23/02/2010.</p> <p>GIDAF ne met pas en évidence de dépassement sur ce paramètre depuis 2020.</p> <p>L'exploitant a signalé que le centre de recherche ne consomme plus l'eau de forage de l'usine depuis le mois d'août et consomme désormais l'eau de ville. La quantité d'eau correspondante est évaluée à 500 - 1000 m³/mois.</p>

La consommation d'eau de ville représente:

- 586 m³/an en 2021

- 713 m³/an en 2022.

Type de suites proposées : Sans suite